

# « Le projet de l'écologie pol se construit et se vit

Ecolo est encore souvent considéré comme un nid de « bobos ni de gauche, ni de droite » par la gauche traditionnelle. Pour Zakia Khattabi et Patrick Dupriez, coprésidents, l'enjeu environnemental et éthique est, avant tout, éminemment social. Quant aux clivages traditionnels, ils sont, disent-ils en substance, en partie dépassés dans la réalité.

Propos recueillis par Guéric Bosmans et Yves Martens (CSCE)

**E**nsemble ! : Quel bilan tirez-vous des participations d'Ecolo au pouvoir et des échecs électoraux qui ont suivi ?

**Patrick Dupriez** : A Bruxelles, il y a eu deux participations successives au pouvoir, avec une victoire entre les deux. Dans la plupart des communes où Ecolo a participé à la majorité, il y a eu des progressions, parfois très nettes. Il y a donc eu des victoires et des revers.

**Et le bilan proprement dit?**

**Zakia Khattabi** : Il faut distinguer le jeu politicien qui met en avant les dossiers difficiles, comme le photovoltaïque en Wallonie. L'erreur, ce fut surtout le timing et la communication. C'était un héritage du CDH qui en avait fait un enjeu économique, plutôt qu'un vrai enjeu vert. André



Pour Zakia Khattabi et Patrick Dupriez, coprésidents d'Ecolo, il faut à

Antoine a vendu le dispositif comme un investissement, alors qu'on pouvait douter de sa rentabilité. Si Jean-Marc Nollet a fauté, c'est par excès de loyauté vis-à-vis d'un partenaire de majorité. Les réalisations positives, comme l'Alliance Emploi-Environnement, préparées en amont avec des acteurs institutionnels et de la société civile, sont moins spectaculaires.

**P.D.** : On a été actifs sur tous les dossiers et donc ce n'était pas toujours lisible. Certains dossiers ont posé problème, comme le pacte budgétaire européen, (officiellement Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance – TSCG), qui a donné l'image d'une ligne peu claire. Et puis on a voulu réformer, ce qui a suscité de l'hostilité et donné l'envie à certains de nous mettre des bâtons dans

les roues. En fin de législature au parlement wallon, plein de dossiers écologistes sont arrivés au gouvernement alors que, pour la plupart des autres ministres, cela faisait des mois qu'il n'y avait plus rien. Donc il était facile de nous bloquer. C'était clairement une stratégie de la part de nos partenaires/adversaires : nous faire lanterner sur un certain nombre de dossiers... Et plus ça traînait, plus c'était mauvais, électoralement et qualitativement.

**Z.K.** : Prenez le dossier emblématique du décumul en Région wallonne. L'enjeu démocratique est au cœur de nos préoccupations. Maintenant qu'on n'est plus là, ils détritotent. Au-delà du fond, qui est un projet de rupture, il y a une manière typiquement écolo d'appréhender

# itique sur le terrain »



la fois renforcer et moderniser la Sécurité sociale.

les dossiers, une parole nuancée qui traduit la complexité du monde et respecte les citoyens.

**Cette culture différente et la volonté de porter un projet de rupture, c'est praticable dans notre système de coalition ?**

**P.D.** : Il est souvent difficile d'en retirer des succès électoraux. Soyons concrets : sous le gouvernement wallon précédent, 7.000 logements sociaux isolés. Des budgets étaient prévus pour continuer mais ils ont été diminués. L'Ecopack a permis à des dizaines de milliers de familles, (en bénéficiant d'un accompagnement), de financer des travaux de rénovation énergétique de leur logement. Pour la première fois depuis des décennies, on a conclu un contrat de service public pour les TEC et un

refinancement dans la durée avec une trajectoire pluriannuelle d'augmentation du budget. La Région wallonne est l'une des premières d'Europe à avoir élaboré des indicateurs complémentaires au PIB pour baliser les politiques et les évaluer.

**Pourquoi, malgré le discours d'écologie sociale, vous voit-on encore beaucoup, notamment dans une partie du monde syndical, comme des intellos bobos ?**

**Z.K.** : Il y a une méconnaissance profonde du projet de l'écologie politique. C'est l'environnement, mais c'est aussi un modèle de rupture, anti-productiviste, qui mise sur l'émancipation et l'autonomie des individus. Cela a une implication sur le rôle de l'Etat. L'écologie politique, c'est rendre la dignité aux gens, ne pas réduire la valeur d'un individu à ce qu'il consomme. Ecolo = bobo, pour quelqu'un comme moi, qui suis issue d'un milieu populaire, c'est n'importe quoi. Si j'ai un objectif comme coprésidente, c'est de remettre au centre du jeu l'émancipation des classes populaires.

**P.D.** : Les questions environnementales sont profondément sociales. Les premières victimes des problèmes environnementaux sont toujours les plus pauvres. On le voit à l'échelle planétaire, mais aussi chez nous. Les taux de mortalité à cause de maladies liées à l'environnement sont bien plus importants chez les plus pauvres. Les plus fragiles (enfants, pauvres, personnes âgées) sont les sentinelles de l'environnement. On observe 75% de hausse des décès chez les nourrissons de moins de trois mois en cas de pic de pollution. Améliorer l'environnement, c'est améliorer les conditions des plus fragiles.

**Que pensez-vous des tentatives de partis comme le PS ou le PTB de se doter d'une dimension écologique ?**

**Z.K.** : Au niveau du projet global, ils répartissent différemment le gâteau mais ne remettent pas en question la fabrication du gâteau.

**P.D.** : On voudrait croire que l'enjeu écologique dépasse les clivages partisans, mais ce qu'on constate aujourd'hui, c'est que ça ne bouge pas. A Paris, la Belgique a été pitoyable. On s'est contenté de répéter les obligations européennes fixées à la Belgique depuis 2012. Ce qu'on constate à la Région wallonne, ce sont des subsides aux aéroports, pour les infrastructures autoroutières. Par contre, sur les énergies renouvelables ou les TEC, rien !

**Z.K.** : En Région bruxelloise, ce n'est pas mieux. Quelles sont les grands projets porteurs de cette législature ? Il n'y a rien sur la question de la transition dans les quartiers, par exemple. C'est la vision Walt Disney qui domine.

**P.D.** : Sur l'aménagement du territoire, tout le monde dit qu'il faut arrêter de disperser l'habitat car cela a un coût collectif. La logique de redensification de l'habitat pour occuper les espaces centraux, un des éléments-clés de la réforme qui a abouti à la fin de la législature wallonne, a disparu. Or si on veut réussir le défi climatique et les défis sociaux, on ne pourra

**« L'écologie politique, c'est rendre la dignité aux gens, ne pas réduire la valeur d'un individu à ce qu'il consomme. »**

pas y couper. Il y a des solutions. On ne va pas dire aux gens : « Vous ne pouvez plus habiter à la campagne. » Mais « aujourd'hui, c'est moins cher d'habiter en centre-ville, vous aurez des services, une gare, des bus, une crèche, etc... ». Et donc cela devient quelque chose de plus attractif, plutôt que de stigmatiser des choix. Une chose est d'avoir une vision, une autre est d'y faire adhérer, et pour ça il faut parler, écouter, rencontrer les gens.

**Z.K.** : Et c'est moins difficile qu'il y a dix ans. Culturellement, les choses évoluent. Pas toujours avec le label Ecolo, mais le projet de l'écologie politique, sur le terrain, il se construit et il se vit. Les initiatives de transition, de solidarité, les petites choses qui se passent dans les quartiers, c'est ça la transition écologique. Pas des

⇒ discours matamoresques de rupture en disant : « Voilà ce qu'il faut faire. » Les gens ne croient plus dans le politique et mettent en œuvre la transition sur le terrain. Notre job, c'est de traduire en dispositifs légaux ce qui se fait sur le terrain pour le favoriser et le faire grandir.

**P.D.** : Ceux qui répètent « Le bio ou les circuits courts dans les cantines scolaires, c'est un truc de bobos » sont dépassés par un vrai mouvement social. Les paysans ont le droit d'avoir des revenus. Il y a un vrai problème de santé et d'environnement avec l'agriculture telle qu'on la connaît actuellement. Mais ça peut changer. Que nos enfants mangent bien, c'est une question de santé, mais aussi un enjeu démocratique. Toute notre alimentation doit-elle être concentrée dans les mains de quelques grandes multinationales qui sont dans la financiarisation ? Où relocalise-t-on tout ça ? Pas seulement parce que ce serait écolo, mais parce que c'est un enjeu de démocratie économique, de santé publique, de création d'emplois, d'accès à une alimentation de qualité... C'est un enjeu social en fait.

sile. Et dans le bio, c'est pareil. Deux fois plus d'emplois pour la même production dans l'agriculture bio. Et si on a une diversification en termes de commercialisation, on va aussi avoir plus d'emplois.

**Le lien avec la société civile est dans l'ADN d'Ecolo, mais on sent qu'il a été un peu perdu par moments. Dans ce cadre-là, que pensez d'un mouvement comme *Tout Autre Chose*, par exemple ?**

**Z.K.** : L'enjeu fondamental, c'est de repolitiser le débat public. Il faut rendre aux gens la capacité de comprendre et d'influer la décision. C'est vraiment une responsabilité fondamentale si on veut recréer le lien avec le citoyen. Moi, j'ai beau être universitaire, mes premières séances en commission, je ramais. Et ça pour moi c'est un vrai déficit démocratique. En commission des Affaires sociales, ce sont des médecins qui défendent l'intérêt des médecins ; en commission de la Justice, des avocats qui défendent des trucs d'avocats. Moi, j'ai une vision politique de la justice, et je demande aux techniciens de la mettre en œuvre. Le politique doit tracer le

désinvestissement du secteur des énergies fossiles. Si on prend le secteur alimentaire, c'est la même chose. On voit que la régulation du secteur ne fonctionne pas, ou mal. Si on veut faire tomber Monsanto, individuellement il ne faut plus acheter de produits Monsanto. Au niveau collectif, on peut participer à la création d'un GAC (Groupe d'Achat en Commun), s'investir dans l'école de ses enfants pour des circuits courts et bio,... Et là on est dans les mouvements de la transition. Le défi, c'est de frapper le système par le bas mais sans oublier qu'il y a toujours un moment où on a besoin du politique. Pour reprendre l'exemple de la finance, si on veut qu'il y ait une diversité bancaire, il faut que les lois le permettent. Si on reprend les questions agricoles et alimentaires, quand les paysans ou les gens actifs dans ce domaine-là me disent « On s'en fout maintenant, on fait notre truc, de toute façon le politique ne sert à rien », eh bien allez-y les gars ! Vous avez bien raison de ne rien attendre du politique, ne cherchez pas un kopeck de subside. Mais un jour, il faudra bien interdire les néocotinoïdes qui tuent les abeilles.

Et ça, même s'il y a 100.000 GAC en Wallonie, ce n'est pas eux qui vont l'obtenir. C'est le politique.

**Z.K.** : Une initiative comme *Tout Autre Chose* (TAC), ça me rassure. Si le citoyen est

dégoûté des partis politiques, il reste politisé. Le signal de TAC c'est celui-là. TAC réfléchit et construit un autre modèle, dans une dynamique proche des écologistes. Il y a probablement un truc que comme tous les autres partis on a raté et qui fait que les gens sont à côté. Mais quand il s'agira de renforcer le combat de ces initiatives, il faudra un acteur politique qui réponde présent et qui y croie profondément. Et quand on voit ce type d'initiative et qu'on voit le paradigme de l'écologie politique, ça se confond. Et donc notre job, c'est de redire aux gens, indépendamment du jeu politique partisan, qu'il existe un projet politique aujourd'hui porté par un parti, qui traduit ce que vous êtes en train de vivre sur le terrain en un vrai projet politique.

**Par rapport à l'axe gauche-droite, on a toujours l'impression qu'Ecolo est mal à l'aise, que vous bottez en touche ?**

## « Les questions environnementales sont profondément sociales : les premières victimes des problèmes environnementaux sont toujours les plus pauvres. »

**Z.K.** : Plutôt que de dire « c'est des trucs de bobos alors on ne s'en occupe pas », que la gauche traditionnelle se batte avec nous pour que ça devienne accessible pour tout le monde.

**Une des peurs dans la gauche traditionnelle est que tant que ces initiatives restent à petite échelle, ça va, mais si elles devaient s'étendre cela pourrait mettre en péril tout un pan de l'économie et de l'emploi. Comment gérer cette transition entre deux modèles ?**

**P.D.** : Aujourd'hui, on met énormément d'argent, non pas pour aider à la transition, mais pour avancer plus vite dans le cul-de-sac. Alors utilisons cet argent pour soutenir la transition. Les systèmes relocalisés, plus diversifiés et avec un plus grand nombre d'acteurs, sont plus riches en emploi. C'est vrai pour l'énergie. On estime qu'il y a quatre fois plus d'emplois par MW/h produit dans le renouvelable que dans le nucléaire ou le fos-

cap, et les techniciens le suivent. C'est un enjeu démocratique fondamental.

**P.D.** : La démocratie européenne est verrouillée par des puissances et des acteurs qui ne travaillent pas dans le sens de l'intérêt général. Alors, on doit mener le combat au niveau européen, avec Philippe Lamberts chez nous, qui est à la pointe, et au niveau national avec Georges Gilkinet. Et en même temps, chacun ou chacune d'entre nous peut retirer son argent des banques classiques et le mettre dans une banque éthique, équitable, chez Triodos ou bientôt chez NewB. On peut le faire individuellement. Et on rencontre à la fois l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Ce sont des actes qui fragilisent le système par le bas. Ce dont ces acteurs ont le plus peur, c'est de ne pas avoir l'argent avec lequel ils font leur spéculation. Et puis on peut, au niveau collectif, participer à la création de NewB, être dans un mouvement qui défend le

**Z.K.** : Le malaise n'est pas du tout sur le fond. Mais on n'est pas la gauche traditionnelle, et on n'est pas la droite. On apporte une dimension supplémentaire. Historiquement, le paysage politique s'est construit comme ça. Mais on est le plus jeune parti et on a intégré des éléments de la gauche mais des éléments de la droite aussi, sur les libertés individuelles par exemple.

**P.D.** : Moi j'ai envie de dire – et je sais que c'est un peu botter en touche – que je me fous de savoir si on nous colle une étiquette de gauche ou de droite. Cela n'amuse que les commentateurs politiques ou les politologues.

**La question est quand même à un moment donné de se dire : « Dans le modèle capitaliste actuel, et dans les rapports de forces qui lui sont consubstantiels, est-ce possible de réformer sans un axe de gauche? »**

**Au-delà des liens avec les initiatives locales, ne faut-il pas retisser des liens, avec notamment les syndicats ?**

**P.D.** : Le FMI l'a encore montré récemment : c'est dans les pays dans lesquels le syndicalisme est le plus enraciné qu'on observe le moins d'inégalités. Si on veut une société d'émancipation, on a besoin des syndicats. Pas seulement pour la défendre, mais aussi pour construire. On est convaincu de ça. Maintenant tous ceux qui sont engagés dans la transition mais aussi dans l'économie collaborative, les PME, l'économie circulaire, etc. ne se situent pas sur l'axe gauche-droite : ils ne savent pas trop à quoi ça fait référence. Et ce n'est pas un problème, en fait. On peut faire des alliances différentes selon les sujets. Concernant l'économie collaborative par exemple, plein de choses sont en train de se passer partout dans le monde. Uber, c'est l'économie collaborative financiarisée entre les mains d'entreprises monopolistiques, donc c'est le capitalisme qui se recycle par ce biais-là. Mais ça n'empêche que partout il y a des choses qui sont en train de se créer, et dont on est incapable d'imaginer ce que ça pourra donner dans cinq ou dix ans. Mais ça veut dire aussi des modifications profondes par rapport au travail, au capital, qui est le patron, qui est le syndicat, qui est l'employé dans ce truc-là. Il faut pouvoir accompagner ça. Et on peut le faire avec beaucoup de gens, pas seulement avec ceux qui défendent

les acquis sociaux traditionnels. Il y a parfois quelque chose d'autre à inventer. On se retrouvera peut-être aux côtés de patrons de PME ou d'indépendants, qui sont culturellement plutôt du côté libéral. Mais un vrai libéralisme, celui de l'autonomie et de l'entreprise, pas celui de la finance qui vient s'approprier la rente. Je suis assez ouvert par rapport à ça. Mais nos valeurs d'émancipation, c'est clair qu'elles sont ancrées à gauche.

**Z.K.** : On continue à classer le PS à

**P.D.** : La priorité maintenant c'est de cesser de contrôler et d'empêcher les gens de s'émanciper en les rendant doublement victimes de leur précarité en rajoutant aux privations matérielles l'obligation de faire des choses qui n'ont pas beaucoup d'intérêt. C'est contradictoire avec ce que disent les libéraux par ailleurs. En faisant ça, on déresponsabilise les gens et on leur manifeste en permanence un manque de confiance. Si on veut que les gens s'en sortent

**« Aujourd'hui résister c'est nécessaire mais pas suffisant. Il faut construire. En partant du terrain ! Avec les gens ! »**

gauche après ce qu'ils ont fait sous la précédente législature contre les chômeurs. Alors que nous étions à tous les niveaux en train de le dénoncer. Vaut-il mieux dire « Oui, je suis de gauche et j'organise la chasse aux chômeurs », ou ne pas le dire mais la dénoncer dans les faits ? Moi ce qui m'intéresse, c'est le fond. On est des bobos, ni de gauche, ni de droite ? Si vous voulez, mais nous luttons pour la solidarité et contre le racisme.

**Concernant l'individualisation des droits sociaux, comment expliquer que l'allocation universelle, une vieille idée purement néolibérale à la base, revient à la mode et semble séduire au sein d'Ecolo, au-delà des « soutiens historiques » tel Philippe Defeyt ? Pensez-vous que la Sécurité sociale doit sortir de son lien au travail ou faut-il, au contraire, renforcer ce lien, notamment par l'individualisation des droits ?**

**Z.K.** : Le projet de l'écologie politique est global, donc on ne peut pas prendre une mesure indépendamment des autres. Est-ce que la Sécurité sociale doit être financée par le travail ? Oui, mais pas exclusivement, parce que ce ne sera plus suffisant. L'idée est d'avoir un modèle qui permette aux gens d'avoir les moyens de choisir. L'allocation universelle, c'est l'un de nos chantiers : ne préjugeons pas de ses conclusions. Mais si on le prend à bras-le-corps, c'est aussi pour se dire que tout le monde doit avoir la possibilité de faire des choix sans que cela ne lui soit défavorable. Ce n'est pas normal qu'un allocataire social n'ait pas droit au respect de sa vie privée.

par eux-mêmes, il faut qu'ils soient responsables et qu'on leur fasse confiance.

**Sur l'allocation universelle, Defeyt est l'un des rares progressistes dans une masse de libéraux comme G.-L. Bouchez qui en veulent à la Sécurité sociale. N'est-ce pas un jeu dangereux ?**

**P.D.** : C'est ce qui justifie que le débat soit approfondi. On est en phase, depuis l'origine, avec cette idée d'un revenu digne pour tous qui permette une diversité d'activités y compris dans le domaine économique, qui permette d'entreprendre, d'habiter ce qu'on appelait la « sphère autonome ». Mais, pour nous, cela ne peut fonctionner qu'à l'intérieur d'une Sécurité sociale qui serait renforcée, modernisée dans le sens où elle collerait mieux à la fois à la situation d'aujourd'hui et au monde que nous souhaitons. Et, contrairement à Bouchez, nous ne sommes pas favorables à un système qui évacuerait les syndicats et la Sécurité sociale.

**Z.K.** : Aujourd'hui, le débat sur l'allocation universelle s'impose dans un monde culturellement dominé par la droite. Si on le leur laisse, c'est leur vision qui va s'imposer à nous, comme en Finlande.

**Votre conclusion ?**

**Z.K.** : Aujourd'hui résister c'est nécessaire mais pas suffisant. Il faut construire. En partant du terrain ! Avec les gens !

**P.D.** : C'est ce qu'exprime notre slogan : « Ensemble, créons demain ! » □